



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 Des Ailes
25 et 26 Rue Des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLOUX FRERES

les Bordes
962 route d'Amboise
37210 Noizay

Références : 2025/264
Code AIOT : 0010008660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement PLOUX FRERES implanté la Varenne 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'exploitation et suite à la demande de dérogation pour espèces protégées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLOUX FRERES
- la Varenne 37210 Vouvray

- Code AIOT : 0010008660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de VOUVRAY (37), au lieu-dit « La Varenne »;

C'est une carrière alluvionnaire, à ciel ouvert située en lit majeur de la Loire dont la superficie totale autorisée est de 39 ha 59 a 10 ca pour une superficie totale exploitable de 29 ha 88 a 35 ca;

Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers) ;

La production maximale autorisée est de 80 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 70 000 tonnes ;

L'extraction est réalisée en deux fronts (1 front de découverte et 1 front de gisement), après décapage des matériaux de découverte, en fouille noyée, à la pelle hydraulique, sans rabattement de la nappe ;

Il n'y a pas d'installation de traitement des matériaux sur le site. Les matériaux bruts sont transportés par camions pour être traités (criblés, puis lavés) sur l'installation de traitement de matériaux SPF (Sablière PLOUX Frères) à Noizay ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.6.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.7.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Réseau et programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 4.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 2.1.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 2.1.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du plan de phasage
Prescription contrôlée :

" L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté [...] ".
 [...] L'extraction a lieu à une profondeur maximale de 43,5 m NGF " [...].

Constats :

L'inspection a constaté un léger retard sur le remise en état par rapport au plan de phasage.
 L'exploitant a indiqué que ce retard est consécutif aux mauvaises conditions météo (le sol étant gorgé d'eau suite aux intempéries, les véhicules s'enlisaient sur le site), et surtout à l'obligation de conservation des fronts de taille cotés "Nord" et "Ouest".
 Cette obligation fait suite à la visite du site par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) courant 2024 et à la découverte de nids d'hirondelles de rivage.
 L'exploitant a déposé en décembre 2024, un dossier de modifications des conditions d'exploitation portant une demande de dérogation espèces protégées, une modification du plan de phasage et des garanties financières.
Constat : La dérogation pour les espèces protégées a été accordée : L'arrêté a été signé le 21 mars 2025 et transmis à l'exploitant le 24 mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des surfaces S1, S2 et L

Prescription contrôlée :

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC (=1,186)
1	2,83	4,1	2400	351593
2	2,63	4	2660	358354
3	2,63	4	2660	358354

Constats :

<p>L'exploitant a transmis le plan d'exploitation reprenant les surfaces S1, S2 et L déclarées à fin 2024 :</p> <p>S1 = 2,77 ha, S2 = 5,52 ha, L = 1735 m</p> <p>La surface S2 est supérieure à celle prévue dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant a produit les nouveaux plans de phasages dans son dossier de modifications des conditions d'exploitation, faisant suite aux modifications du plan de phasage relatif à la dérogation des espèces protégées.</p> <p><u>Constat</u> : Le montant des garanties financières doit être réévalué par rapport aux nouvelles surfaces.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Remise en état du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état coordonnée à l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" La remise en état doit être strictement coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.</i></p> <p><i>La surface dérangée (égale à la somme des surfaces en cours d'extraction, des surfaces décapées et des surfaces non remises en état) de la carrière est en tout temps inférieure à 6,93 ha."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Comme pour le constat n°1, les mauvaises conditions météo et la préservation des habitats des hirondelles de rivage a occasionné un retard sur l'exploitation et la remise en état du site.</p> <p><u>Constat</u> : La surface dérangée calculée pour 2024 est de 8.29 ha, pour une surface prévue dans l'AP, inférieure à 6,93 ha.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Réseau et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 4.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

<i>Statut</i>	<i>N ° B S S d e l ' o u v r a g e</i>	<i>Localisation par rapport au site (amont ou aval)</i>	<i>Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau</i>	<i>Profondeur de l'ouvrage</i>
<i>O u v r a g e s e x i s t a n t s</i>	BSS003EUTY/X	amont	Nappe de la Craie	7 m
	BSS003EUVM/X	amont	Nappe de la Craie	7 m
	BSS003EUUW/X	amont	Nappe de la Craie	7 m
	BSS003EUVQ/X	aval	Nappe de la Craie	7 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.[...]

[...]

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements et l(s) sens d'écoulement de la nappe, avec une localisation des piézomètres.[...]

Constats :

Le tableau ci dessus, extrait de l'arrêté préfectoral du 27/11/2020, indique que le réseau de surveillance se compose de 3 ouvrages situés en "amont" et un seul situé en "aval":

L'exploitant à indiqué que :

Le PZ1 : situé à l'Est est en "aval",

PZ2 "ancien" : Situé coté "gens du voyage" est situé en "amont/aval",

PZ2 : situé au *nord* (bord RD 142/ pylone) est situé en "amont",

PZ3 : situé au *Sud-Ouest* (coté ligne TGV) est situé en "aval",

Pour rappel, l'installation doit comporter 2 piézomètres en amont et 1 piézomètre en aval

L'exploitant devra indiquer quels ouvrages sont situés en amont et quel est celui situé en aval.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois